

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NIMES CEDEX 02

Nîmes, le 13/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CEVENNES DECHETS

3 Rue de la Judie
Tamaris
30100 ALES

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement CEVENNES DECHETS implanté 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 ALES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans un contexte de canicule afin de vérifier si l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne le risque incendie. De plus suite à l'arrêt total d'activité d'un acteur du domaine des déchets sur les régions Occitanie et PACA, une partie du flux de ces déchets est susceptible d'être orienté vers ce type d'installation et il est nécessaire de s'assurer qu'aucun sur-stockage n'est alors engendré.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEVENNES DECHETS
- 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 ALES
- Code AIOT dans GUN : 0018100022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation actuelle est implantée sur le site de l'ancienne usine de la société des Acieries et Forges de Tamaris, repris par la société Fort Tamaris en 1984, et enfin par la société ALTEIRAC (fabricant de matériels de mines et carrières) jusqu'en 1998. L'activité est implantée au nord de l'agglomération alésienne, en continuité immédiate des logements collectifs du quartier des cévennes et à environ 250 mètres à l'est de la rivière « Le Gardon ».

La SCI « La glacière », gérée par M. Denis BOUDON a acquis les terrains concernés par la présente activité sur les parcelles numéros 180, 183, 202, 203, 211, 212, 214, et 225, section D du plan cadastral en vigueur à cette époque, représentant 5,5 hectares .

La société CEVENNES DECHETS a été autorisée, par arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés (D.M.) et de déchets industriels et commerciaux banals (D.I.B.), de transit de déchets industriels spéciaux (D.I.S.) et une plate-forme de compostage de déchets verts.

Les déchets autorisés en centre de tri sont :

- les D.I.B. tels que les métaux, ferrailles, bois, végétaux, plastiques, papiers et cartons ;
- les D.M. tels que les emballages cartons, papiers, bouteilles plastiques, briques alimentaires et boîtes métalliques. Ils proviennent des communes du bassin alésien (25 km autour d'Alès) pour une population de 136000 habitants (Insee 1999);
- les D.I.S. tels que les batteries, peintures, solvants, diluants, fûts métalliques, et plastiques souillés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendies
- Stockage des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'est pas constaté de sur-stock de déchets et l'exploitant indique qu'il ne reçoit pas de flux supplémentaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 1.5	/	Mise en demeure, dépôt de dossier

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.3.1	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.4	/	Sans objet
Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.7	/	Sans objet
Organisation de la maintenance, de l'information et de la formation en mati	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.8	/	Sans objet
Alarme	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'ensemble des moyens d'intervention en cas d'incendie a été contrôlé et est apparu opérationnel avant la période estivale. Cependant un exercice incendie doit être réalisé.

Par ailleurs une activité de déchetterie professionnelle soumise à déclaration est réalisée sans déclaration préalable et nécessite d'être régularisée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application. Un interrupteur général de l'alimentation électrique sera situé de manière à être accessible en toute circonstance. Cet interrupteur sera clairement signalé. Dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et protégés des corrosions et des chocs. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause Des rapports de contrôle doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Une thermographie par infra-rouge a été faite le 16 mars 2022. Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 13 janvier 2022.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations doivent être protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre et aux recommandations de la Norme Française C 17-100.
Constats : Le système de protection contre la foudre a été contrôlé le 4 novembre 2021.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- 2 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm de diamètre et alimentés de manière à assurer un débit unitaire de 60 m³/h, non situés sous les vents dominants.- La défense intérieure sera assurée au moins par l'installation :<ul style="list-style-type: none">- d'un réseau de R.I.A. - DN 40 - répartis de manière à ce que tout point des locaux à protéger soit atteint simultanément par deux jets de lances ;- d'extincteurs de 6 litres à eau pulvérisée à raison d'un extincteur pour 150 m² ;- d'extincteurs de 2 kg CO₂ à proximité des tableaux et appareils électriques ;- d'extincteurs à poudre de 9 kg à proximité des D.I.S. ;- d'une caisse de 100 litres d'agent neutralisant sec, avec pelle de projection, à proximité de la station de transit des D.I.S..
Constats : L'établissement dispose des moyens d'intervention suivants : <ul style="list-style-type: none">- 2 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm de diamètre et alimentés de manière à assurer un débit unitaire de 60 m³/h,- d'un réseau de R.I.A. - DN 40 ;- d'extincteurs de 6 litres à eau pulvérisée ;- d'extincteurs de 2 kg CO₂ à proximité des tableaux et appareils électriques ;- d'extincteurs à poudre de 9 kg à proximité des D.I.S. ;- d'une caisse de 100 litres d'agent neutralisant sec, avec pelle de projection, à proximité de la station de transit des D.I.S.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de la maintenance, de l'information et de la formation en mati

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.8
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention et au maniement des dispositifs de sécurité. L'exploitant doit fixer par écrit les conditions de maintenance, d'essais périodiques des matériels et des dispositifs à mettre en œuvre en cas de sinistre, ainsi que celles relatives à l'information, à la formation et à l'entraînement du personnel dans ce contexte.
Constats : Les RIA ont été contrôlés le 29 novembre 2021. Les extincteurs ont été contrôlés le 30 novembre 2021. Les poteaux incendie ont été contrôlés le 1er décembre 2021. Il n'y a pas eu d'exercice du personnel organisé depuis 2 ans avec le SDIS pour cause de COVID
Observations : Un exercice doit prochainement être organisé. Le compte-rendu de cet exercice sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.9
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Compte tenu de son étendue, l'établissement sera pourvu d'une alarme en cas d'incendie audible de tous les emplacements où du personnel est susceptible de se trouver. L'exploitant aura établi une consigne prévoyant notamment un point de ralliement.
Constats : L'alarme incendie a été contrôlée le 29 novembre 2021.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Désignation des activités
Prescription contrôlée : -Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées - (A) DIS : 36 t; rubrique 167-a; régime autorisation A -Stockage et traitement d'ordures ménagères et autres résidus urbains - régime autorisation A <ul style="list-style-type: none">- stations de transit 13 400 t/an rubrique 322-A- traitement - tri - mise en balles 13 t/h- compostage 10 000 m3/an rubrique 322-B-3 -Broyage, déchiquetage, criblage ... de substances végétales et autres produits organiques naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixées concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW - (A) : 343 kW rubrique 2260-1; régime autorisation A -Stockage de matières plastiques (y compris halogénés ou azotés) 230 m3; rubrique 2262-2-a; régime autorisation A - Fabrication d'engrais et supports de cultures à partir de matières organiques lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1 t/j et inférieure à 10 t/j : 3 t/j ; rubrique 2170-2; régime déclaration D - Dépôts d'engrais et supports de culture renfermant des matières organiques hors exploitation agricole lorsque le volume est supérieure à 200 m3 : 600 m3; rubrique 2171; régime déclaration D
Constats : Des professionnels (artisans, entreprises BTP) viennent déposer directement leur DIB sur le site. Cette organisation a été mise en place en l'absence d'une déchèterie professionnelle sur le bassin alésien. Cependant l'exploitant ne dispose pas d'une autorisation préfectorale pour cette activité soumise à déclaration. La colonne " A " de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées soumet au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710, les Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets lorsque le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ . L'exploitant doit donc régulariser la situation administrative de ses activités visées par la rubrique 2710-2 de la nomenclature des ICPE exploitées de façon illicite sur son site d'Alès, soit en déposant des déclarations au titre de ces rubriques, soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-12-1 du code de l'environnement.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier